[PSU]

SUR François MITTERAND

Dans sa réunion du I9 Septembre I965 le Comité Politique National a été unanime à considérer que le P.S.U. devait centrer ses critiques sur le contenu de la candidature Mitterand et non sur la personnalité du candidat. Il estimé néanmoins nécessaire de faire connaître aux cadres et aux militants du parti les raisons de la réserve manifestée par de nombreux hommes de la gauche socialiste à l'égard de François Mitterand.

Ces raisons concernent trois ordres de faits d'inégale importance :

I/- L'homme de tous les gouvernements -

François Mitterand a participé à la plupart des gouvernements de la IV° République, qu'ils soient de droite (gouvernement Laniel), du Centre (les deux cabinets Robert Schumann, les deux cabinets Queuille, le cabinet Pléven), ou de centre-gauche (cabinets Ramadier, Mendès-France, Mollet). Il est apparu ainsi comme un homme davantage intéressé par le pouvoir que par le choix d'une ligne politique nettement affirmée. Il est vrai qu'il a quitté le gouvernement Laniel après la déposition du Sultat du Maroc, mais il est également vrai qu'il est demeuré dans le gouvernement Mollet après l'arrestation de Ben Bella et l'affaire de Suez (alors que Mendès-France et Alain Savary avaient déjà abandonné leurs fonctions).

François Mitterand est à la fois membre du Rassemblement Démocratique et de la "petite" fédération.

2/- L'HOmme de la politique coloniale -

En tant que ministre de la France d'Outre-Mer (I950-5I) François Mitterand a poursuivi la politique de répression à Madagascar et en Afrique Noire. Il a réussi à casser le Rassemblement Démocratique Africain et à obtenir le ralliement d'un certain nombre de ses dirigeants.

En tant que ministre de l'Intérieur (I954-55) responsable des départements algériens, il a refusé d'envisager les mesures qui auraient sans doute permis d'éviter le déclanchement de l'insurrection de Novembre I954. Face à cette insurrection il déclara : "La seule négociation possible c'est la guerre" (8/II/54) puis : "Tous ceux qui troubleront le calme et agiront en faveur d'une sécession seront frappés par tous les moyens; comptez sur moi..." (I4/II/I954).

En tant que Garde des Sceaux (I956-57) il a minimisé l'importance des tortures. :"les sévices commis par la police, a-t-il déclaré en Avril I957, sont moins nombreux qu'on ne l'a dit". Il a été solidaire des nombreuses saisies de presse exercées à l'époque.

En I958 François Mitterand dénonce encore les "fanatiques de l'indépendance" et le I3 Octobre I959, il déclare devant la presse étrangère : "à la différence de mes amis très chers du P.S.A., je ne souhaite pas l'indépendance de l'Algérie".

.../...

3/ - L'homme de l'affaire Pesquet -

Au mois d'Octobre I959 la presse annonçait que François Mitterand avait échappé de justesse à un attentat fasciste dans les jardins de l'Observatoire. L'Union des Forces Démocratiques (à laquelle appartenait l'UGS et le PSA) l'assurèrent immédiatement de leur solidarité. Une conférence de presse fut organisée sous la présidence de Daniel Mayer au cours de laquelle François Mitterand accusa le gouvernement de duplicité avec les fascistes. Quelques jours plus tard un ancien député poujadiste Pesquet déclarait :

I) - qu'il était l'homme des jardins de l'Observatoire;
2) - qu'il s'agissait d'une mise en scène;
3) - qu'il s'était entretenu de l'affaire avec Mitterand avant et après le faux attentat.

François Mitterand ne nia pas l'existence de ces contacts; il nia qu'il y ait eu organisation d'une mise en scène.

Plusieurs dirigeants de l'U.F.D. lui demandèrent alors s'il avait pris la précaution d'informer une personnalité quelconque (magistrat ou homme politique) de ses contacts avec Pesquet. François Mitterand reconnut qu'il les avait tenus rigoureusement secrets, donnant ainsi à Pesquet barre sur lui.

Derrière Pesquet se tenaient très probablement les hommes de police écartés par Mitterand au temps du gouvernement Mendès-France. Tixier-Vignancour se vantait de posséder le "vrai dossier". Les attaques de l'avocat fasciste cessèrent cependant après le procès Salan. François Mitterand avant accepté de venir faire une déposition qui a incontestablement servi la défense du général factieux.

En regard de ces faits qui justifient les sentiments de méfiance à l'égard de la personnalité politique de François Mitterand, il convient d'apporter quatre éléments positifs :

I/- l'action courageuse menée en I954 contre le préfet Baylot et le clan fasciste de la police;

2/- la prise de position anti-gaulliste de Mai et de Septembre I958;

3/- la participation à la manifestation de masse organisée le 27 Octobre I960 par le P.S.U.;

4/- les interventions parlementaires qui, tout en se situant pour la plupart dans une ligne très IV° République, n'en ont pas moins gêné le gouvernement gaulliste.

-:-:-:-